

COMPTE-RENDU

Task Force MSSanté

Atelier modèle économique #1

Réunion du 07/01/2022

Statut : Validé | Classification : Publique | Version : v1.0



1. OBJET DU COMPTE-RENDU

Objet	TF MSSanté – Atelier technique #1
Date	7 janvier 2022
Organisateur ¹	Mathieu SLOSAR
Type de réunion	Atelier
Rédacteur ²	Samy Abdiche

Documents de référence

- Support de présentation « Atelier modèle économique_07-01-22 »

2. INTERVENANTS

Nom	Prénom	Entité	Fonction
BRIS	Edouard	ANS	Régulation espace de confiance
GUEYE	Mike	ANS	Régulation espace de confiance
LAPEYRIE	Jean-Baptiste	DNS	Directeur de projets DNS
SLOSAR ¹	Mathieu	ANS	Responsable de produit MSSanté

¹ Personne à l'origine de la réunion (qui en assure l'animation).

² Personne en charge de la rédaction du compte rendu de la réunion

3. COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Les objectifs de ce premier atelier étaient les suivants :

1. Présenter le contexte et les objectifs de la TF MSSanté dans le Ségur
2. Présenter le périmètre de financement Ségur
3. Réaliser un atelier de réflexion sur les inducteurs de financement
4. Rappeler aux opérateurs ne l'ayant pas encore fait de répondre au sondage envoyé par l'ANS

L'objet de ce CR n'est pas de reprendre l'exhaustivité des éléments partagés par les intervenants lors de l'atelier, mais de revenir sur les éléments structurants remontés par les participants via les questions partagées en séance.

III. Restitution	Auteur/Emetteur :	Date de la réunion :
	Samy ABDICHE / Capgemini Invent	07/01/22

III. Relevé d'Informations, de Décisions et d'Actions (RIDA)				
#	Nature	Objet	Question / Remarque	Réponse
1	I	Financement Ségur	ESEA Nouvelle Aquitaine : en tant que GRADeS qui s'appuie sur une solution technique d'un autre opérateur, comment réaliser cette mise en conformité ?	DNS : La mise en conformité est à organiser par l'opérateur, qui peut le faire lui-même ou sous-traiter cette action. Il est alors question d'intégration de solution plutôt que de développement.

2	I	Financement Ségur	Pour décrire ce qui est inclus dans le financement des opérateurs MSS, les opérateurs suggèrent de parler de « mise en œuvre des exigences du référentiel » plutôt que de « développement des exigences du référentiel #1 » étant donné que certains opérateurs utilisent la technologie d'un autre opérateur et donc ne font pas de développement à proprement parler.	Vu
3	I	Preuves de déploiement	ENOVACOM : comment justifier la mise à jour du logiciel et du déploiement ?	ANS : la publication de preuves se déroule en deux étapes : i) la mise en place d'outils de vérification du respect des exigences (en conformité avec le référentiel) ; ii) le contrôle du déploiement.
4	I	Inducteurs de financement	<ul style="list-style-type: none"> - LIFEN : il est préférable d'avoir un mélange d'inducteurs pour un financement plus affiné et en meilleure adéquation avec les besoins réels. - MIPIH : suggère de mélanger les quatre inducteurs (nombre de domaines, nombre de messages envoyés, nombre et type de BAL). 	ANS : il faut trouver un juste milieu entre plusieurs inducteurs représentatifs des coûts engendrés pour les opérateurs et en même temps assimilables pour que les opérateurs s'approprient ce modèle.
5		Inducteurs de financement	<p>Justifications en faveur ou en défaveur des différents inducteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - LIFEN : Précise que le nombre de domaines devrait être ajouté dans le mélange d'inducteurs. - ENOVACOM : ne trouve pas pertinent les inducteurs dans la répartition du financement surtout dans le cadre du déploiement. Chaque solution de messagerie est différente, ainsi que son utilisation. - ESEA NA : relève que le nombre de BAL est plus significatif que le nombre de domaines. 	ANS : rappelle que le nombre de domaines est proportionnel au travail de déploiement.
6	I	Inducteurs de financement	LIFEN : Est-il possible de rajouter des engagements de performance à la solution (optimisation, automatisation...) ?	ANS : ce qui est déjà prévu dans le cadre des ateliers techniques est de standardiser pour faciliter le déploiement en mettant l'accent sur le point d'accès et l'auto-configuration des clients de messagerie. Les engagements de performance n'ont pas été envisagés jusqu'à présent.

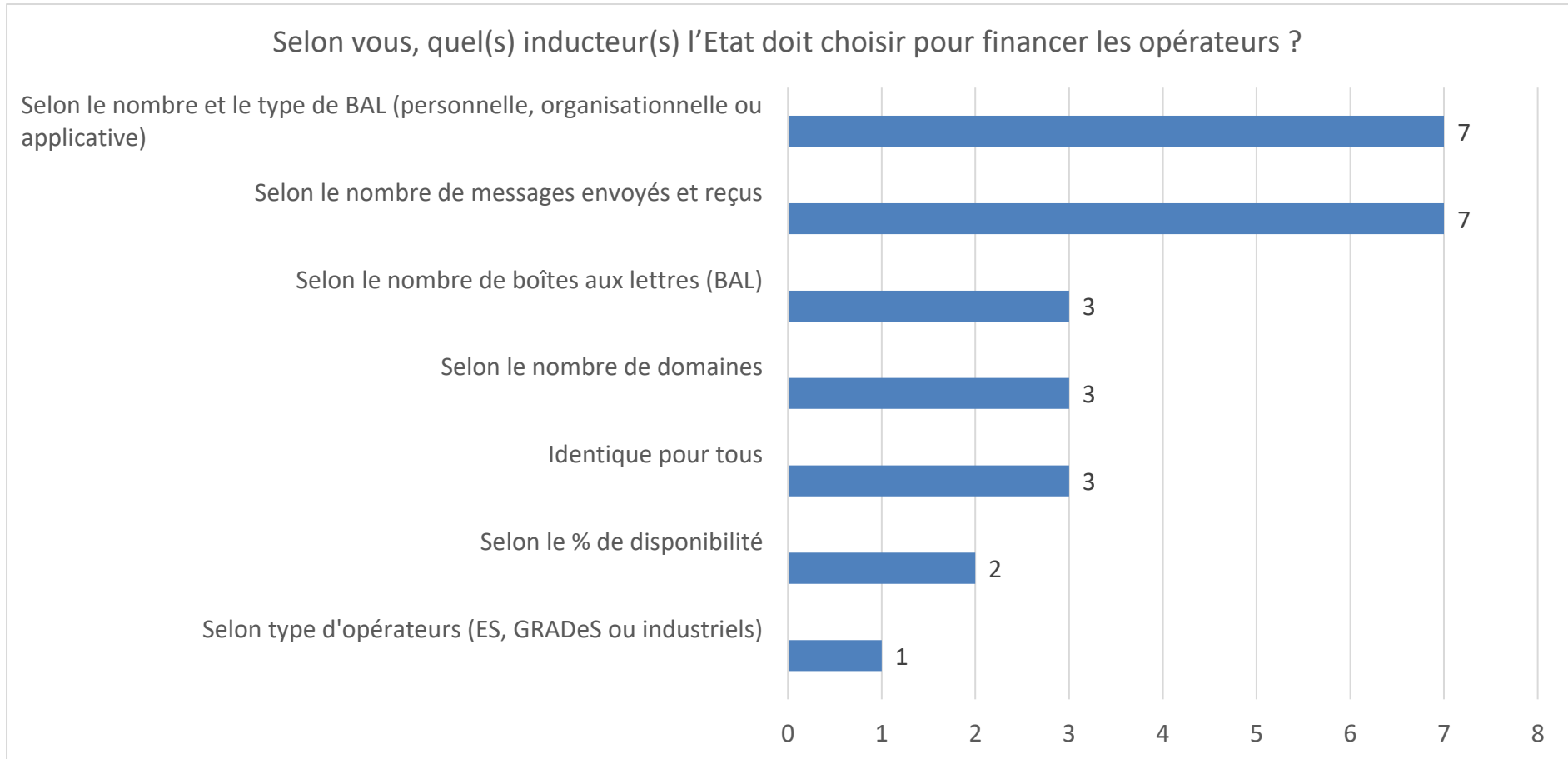
7	A	Inducteurs de financement	<ul style="list-style-type: none"> - GCS SARA : choisir un inducteur plutôt qu'un autre serait injuste pour la répartition du financement selon les besoins des opérateurs. - ESEA NA : le nombre de structures différentes équipées joue aussi dans la charge du déploiement. Il faudrait prendre en considération le nombre de domaines pour avoir un financement équitable. Il y a aussi une inégale charge dans le travail d'interfaçage d'une BAL à une autre. 	<p>ANS : propose la formule suivante pour la répartition du financement : $A + B \times X$</p> <p>A = seuil commun de financement à tous les opérateurs B = valeur arbitraire X = inducteur choisi</p> <p>Le prix de déploiement d'une BAL doit être déterminé mais le financement Ségur ne s'attache pas simplement à en financer l'ouverture.</p>
8	A	Inducteurs de financement	<p>Propositions de répartition du financement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GCS CVL : propose de diviser le financement en deux : (i) un financement socle pour le développement ; (ii) et un financement proportionnel à l'usage selon le nombre de BAL et de domaines pour l'accompagnement au déploiement. - LIFEN : cela semble peu pertinent d'estimer un coût moyen de déploiement selon la taille de l'opérateur et ses capacités de déploiement. 	<p>DNS : rappelle qu'un modèle simplifié de financement permettra de mieux appréhender les conséquences et d'adapter le modèle. Il est préférable de fonctionner par itération en proposant des projections de financement expérimentales qui pourront être ajustées.</p> <p>ANS : a besoin d'éléments de coûts pour formuler ses projections. Même s'il existe une grande variation de coûts, il est possible d'établir un juste milieu selon les besoins, bien que cela comporte une part d'arbitraire.</p> <p>Des entretiens bilatéraux sont à organiser par l'ANS pour obtenir les éléments de coûts de manière confidentielle, d'ici le prochain atelier économique</p>
9	I	TF MSS	<p>LIFEN : est-ce que la TF MSS est représentative des besoins des opérateurs MSSanté avec 8 opérateurs représentés sur 343 ?</p>	<p>ANS : précise que des relances vont être effectuées prochainement et que ce panel permet d'avancer plus rapidement sur les sujets de la TF. De plus, une communication continue sur les avancées de la TF est effectuée à destination de tout l'écosystème opérateurs.</p>

1) Commentaire(s) :

- Pour décrire ce qui est inclus dans le financement des opérateurs MSS, les opérateurs suggèrent de parler de « *mise en œuvre des exigences du référentiel* » plutôt que de « *développement des exigences du référentiel #1* » étant donné que certains opérateurs utilisent la technologie d'un autre opérateur et donc ne font pas de développement à proprement parler.

- L'ANS précise que de nouveaux certificats sont nécessaires, selon le nombre de méthodes d'authentification intégrées. Les preuves de déploiement sont demandées pour un seul domaine test de vérification.

2) Résultats de l'atelier inducteurs de financement (complété par les participants de façon anonyme en séance)



3) Prochaines actions :

- Entretiens bilatéraux avec les opérateurs pour obtenir les éléments de coûts nécessaires à la modélisation économique.
- Atelier industriel avec les éditeurs le 21/01.
- Envoi de la nouvelle version des exigences la semaine du 10/01.